

Campagnes pour les droits de l'enfant au sein de l'Assemblée parlementaire



18 novembre, sont organisés des débats et autres événements parlementaires.

18 novembre : Journée européenne pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels

L'exploitation et les abus sexuels des enfants peuvent avoir lieu partout, peuvent être infligés par une personne dans le cercle de confiance de l'enfant ou par un inconnu et peuvent provoquer des séquelles mentales et physiques persistantes. Afin de prévenir ces crimes, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté la Convention de Lanzarote — un instrument unique et juridiquement contraignant qui oblige les Parties à criminaliser toute forme d'abus sexuel à l'encontre des enfants et recense les différentes manières de combattre ce fléau. En 2015, le Conseil de l'Europe a décidé de mettre en place la première Journée européenne pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels. L'objectif est de sensibiliser le public, d'ouvrir le dialogue et de soutenir la ratification et la mise en œuvre de la Convention de Lanzarote. Chaque année, le



que les athlètes et les entraîneurs, s'engagent à prendre des mesures concrètes pour prévenir les abus et y apporter des solutions. Cette initiative doit amener les adultes à rompre le silence et à donner la parole aux enfants. L'Assemblée soutient cette campagne par le biais d'activités dans les parlements.

En 2017, le Conseil de l'Europe a lancé un appel à l'action « [Start to talk / Donnons de la voix](#) » pour mettre fin aux abus sexuels à l'encontre des enfants dans le domaine du sport. En répondant à cet appel, les gouvernements, les clubs de sport, les associations et les fédérations, ainsi



(en janvier 2015) d'apporter son soutien à la campagne mondiale visant à mettre fin à la rétention d'enfants migrants - lancée pendant la 19^{ème} Session du Conseil des droits humains de l'ONU en 2012.

La campagne parlementaire pour mettre fin à la rétention d'enfants migrants (2015-2019), visait à sensibiliser l'opinion européenne à ce problème, et à inciter les États à adopter des solutions de remplacement à la rétention qui respectent l'intérêt supérieur de l'enfant et permettent aux enfants de rester avec leur famille et/ou tuteur dans un cadre non privatif de liberté, au sein de la collectivité, en attendant que leur statut au regard de la législation sur l'immigration soit fixé. Au vu de l'augmentation spectaculaire du nombre de cas d'enfants placés dans des centres de rétention pour migrants au cours de ces dernières années, le Conseil de l'Europe a décidé



Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (La Convention de Lanzarote). À ce jour, cette Convention a été ratifiée par les 47 États membres du Conseil de l'Europe.

La Campagne UN sur CINQ du Conseil de l'Europe pour combattre la violence sexuelle à l'égard des enfants s'est déroulée de **2010 à 2016**. L'association de parlementaires nationaux à cette campagne pour mettre fin à la violence sexuelle à l'égard des enfants a connu beaucoup de succès quant à la promotion de la signature, de la ratification et de la mise en œuvre de la



AS/Soc/Enf/Inf (2021) 01rev
16 septembre 2021
Fsocdocchildinf01rev_2021

Droits de l'enfant Textes de référence

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe a son siège permanent à Strasbourg (France). Son statut le dote de deux organes constitutifs : le Comité des Ministres, composé des Ministres des Affaires étrangères des États membres et l'Assemblée parlementaire (APCE), constituée de délégations des 47 parlements nationaux.

Les 648 femmes et hommes qui constituent l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (www.assembly.coe.int) se réunissent quatre fois par an pour débattre des questions d'actualité et de défis partagés, et demander aux gouvernements européens d'agir et d'être responsables de leurs actes. Ils prennent la parole, au nom des 830 millions d'Européens qu'ils représentent, sur les sujets de leur choix, et les gouvernements européens – représentés au Conseil de l'Europe par le Comité des Ministres – sont tenus de leur répondre. Ces parlementaires sont la conscience démocratique de la Grande Europe.

Ce dépliant fournit une vue d'ensemble des textes et campagnes de l'Assemblée sur les droits de l'enfant.

Rapports, Recommandations et Résolutions de l'Assemblée parlementaire

1) Textes adoptés

Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

[Doc. 15311](#) | [Recommandation 2206](#) | [Résolution 2385](#) | 2021

L'impact de la pandémie de covid-19 sur les droits de l'enfant

[Doc. 15173](#) | [Recommandation 2196](#) | [Résolution 2366](#) | 2021

Les conséquences de la migration des travailleurs sur leurs enfants restés dans leur pays d'origine

[Doc. 15177](#) | [Résolution 2353](#) | 2020

Soutenir les personnes atteintes d'autisme et leurs familles

[Doc. 15109](#) | [Recommandation 2175](#) | [Résolution 2330](#) | 2020

Lutte contre la violence sexuelle à l'égard des enfants : renforcer l'action et la coopération en Europe

[Doc. 15055](#) | [Recommandation 2169](#) | [Résolution 2321](#) | 2020

Obligations internationales relatives au rapatriement des enfants des zones de guerre et de conflits

[Doc. 14894](#) | [Recommandation 2159](#) | [Résolution 2294](#) | 2019

Mettre fin à la violence à l'égard des enfants : une contribution du Conseil de l'Europe aux Objectifs de développement durable

[Doc. 14835](#) | [Recommandation 2156](#) | 2019

Don anonyme de sperme et d'ovocytes : trouver un équilibre entre les droits des parents, des donneurs et des enfants

[Doc. 14829](#) | [Résolution 2284](#) | 2019

Répondre aux besoins de santé des adolescents en Europe

[Doc. 14583](#) | [Résolution 2236](#) | 2018

Le traitement des mineurs palestiniens dans le système judiciaire israélien

[Doc. 14568](#) | [Résolution 2232](#) | 2018

Assurer un équilibre entre l'intérêt supérieur de l'enfant et le besoin de garder les familles ensemble

[Doc. 14461](#) | [Résolution 2204](#) | 2018

Protéger les enfants touchés par des conflits armés

[Doc. 14435](#) | [Résolution 2194](#) | 2017

Les litiges transnationaux de responsabilité parentale

[Doc. 14194](#) | [Résolution 2139](#) | 2016

Assurer l'accès aux soins de santé à tous les enfants en Europe

[Doc. 14080](#) | [Recommandation 2092](#) | [Résolution 2119](#) | 2016

Lutter contre l'hypersexualisation des enfants

[Doc. 14010](#) | [Résolution 2103](#) | 2016

Prévenir la radicalisation d'enfants en s'attaquant à ses causes profondes

[Doc. 13511](#) | [Résolution 2010](#) | 2014

Une justice pénale des mineurs adaptée aux enfants : de la rhétorique à la réalité

[Doc. 13458](#) | [Recommandation 2044](#) | [Résolution 1995](#) | 2014

Éradiquer la pauvreté des enfants en Europe

Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias

[Doc. 15294](#) | [Résolution 2314](#) | 2021

Renforcer le rôle joué par les jeunes dans la prévention et le règlement des conflits

[Doc. 14448](#) | [Résolution 2314](#) | 2019

L'éducation aux médias dans le nouvel environnement médiatique

[Doc. 15000](#) | [Recommandation 2167](#) | [Résolution 2313](#) | 2019

Rôle de l'éducation à l'ère numérique : des « natifs du numérique » aux « citoyens numériques »

[Doc. 13934](#) | [Résolution 2097](#) | 2015

L'accès à l'école et à l'éducation pour tous les enfants

[Doc. 13155](#) | [Résolution 1930](#) | [Recommandation 2014](#) | 2013

Les jeunes Européens : un défi éducatif à relever d'urgence

Commission sur l'égalité et la non-discrimination

[Doc. 14574](#) | [Résolution 2233](#) | 2018

Les mariages forcés en Europe

[Doc. 14499](#) | [Résolution 2207](#) | 2018

Égalité entre les femmes et les hommes et pension alimentaire des enfants

[Doc. 14337](#) | [Résolution 2177](#) | 2017

Mettre fin aux violences sexuelles et au harcèlement des femmes dans l'espace public

[Doc. 14284](#) | [Résolution 2159](#) | 2017

Protéger les femmes réfugiées de la violence fondée sur le genre

[Doc. 14260](#) | [Recommandation 2101](#) | [Résolution 2163](#) | 2017

La protection des droits des parents et des enfants appartenant à des minorités religieuses

[Doc. 14135](#) | [Résolution 2135](#) | 2016

Les mutilations génitales féminines en Europe

[Doc. 13158](#) | [Résolution 1927](#) | 2013

Mettre fin à la discrimination contre les enfants roms

Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées

[Doc. 15133](#) | [Recommandation 2190](#) | [Résolution 2354](#) | 2020

Une tutelle efficace pour les enfants migrants non accompagnés et séparés

[Doc. 14417](#) | [Recommandation 2172](#) | [Résolution 2324](#) | 2020

Les disparitions d'enfants réfugiés ou migrants en Europe

[Doc. 14905](#) | [Recommandation 2160](#) | [Résolution 2295](#) | 2019

Mettre fin à la violence à l'égard des enfants migrants et à leur exploitation

[Doc. 14626](#) | [Recommandation 2141](#) | [Résolution 2243](#) | 2018

Le regroupement familial des réfugiés et des migrants dans les États membres du Conseil de l'Europe

[Doc. 14524](#) | [Résolution 2220](#) | 2018

L'intégration, l'autonomisation et la protection des enfants migrants par la scolarité obligatoire

[Doc. 14434](#) | [Recommandation 2117](#) | [Résolution 2195](#) | 2017

Enfants migrants non accompagnés : pour une détermination de l'âge adaptée à l'enfant

[Doc. 14142](#) | [Résolution 2136](#) | 2016

Harmoniser la protection des mineurs non accompagnés en Europe

[Doc. 13985](#) | [Résolution 2099](#) | 2016

Mettre fin à l'apatridie des enfants – une nécessité

[Doc. 13597](#) | [Recommandation 2020](#) | [Résolution 2056](#) | 2014

Les alternatives au placement en rétention d'enfants migrants

2) Textes en préparation

Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

[Doc. 15269](#) Prévenir les comportements addictifs chez l'enfant

[Doc. 15223](#) Pour une prise en compte de l'impact de la lutte contre la pandémie de covid-19 sur la santé mentale des mineurs et des jeunes adultes

[Doc. 15107](#) Éliminer la pauvreté extrême des enfants en Europe : une obligation internationale et un devoir moral

[Doc. 15077](#) Pour une évaluation des moyens et des dispositifs luttant contre l'exposition des enfants aux contenus pornographiques

[Doc. 14947](#) Inaction face au changement climatique – une violation des droits de l'enfant

[Doc. 14946](#) Intérêt supérieur de l'enfant et politiques pour assurer l'équilibre entre vie privée et professionnelle

[Doc. 14890](#) Méfiance à l'égard des vaccins : un enjeu majeur de santé publique

[Doc. 14806](#) Écouter les enfants : la participation de l'enfant, principe fondamental des sociétés démocratiques

Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias

[Doc. 15222](#) Les jeunes et les médias

Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées

[Doc. 15112](#) Prise en charge des enfants migrants non accompagnés ou séparés